



PASOS. Revista de Turismo y Patrimonio
Cultural
ISSN: 1695-7121
info@pasosonline.org
Universidad de La Laguna
España

Meira Martoni, Rodrigo; Tarlombani da Silveira, Marcos Aurelio
Perspectives analytiques à considérer à propos du rôle de l'Etat dans le tourisme
PASOS. Revista de Turismo y Patrimonio Cultural, vol. 12, núm. 4, septiembre-diciembre, 2014, pp.
737-747
Universidad de La Laguna
El Sauzal (Tenerife), España

Disponible en: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=88132457006>

- ▶ Comment citer
- ▶ Numéro complet
- ▶ Plus d'informations de cet article
- ▶ Site Web du journal dans redalyc.org

Perspectives analytiques à considérer à propos du rôle de l'Etat dans le tourisme

Rodrigo Meira Martoni*

Université Fédérale d'Ouro Preto (Brésil)

Marcos Aurelio Tarlombani da Silveira**

Université Fédérale du Paraná (Brésil)

Résumé: L'étude suggère que deux perspectives analytiques doivent être considérés lorsqu'on cherche à comprendre les dynamiques socio-spatiales promues par l'État dans le domaine du tourisme: l'une est généraliste et souligne qui le pouvoir de l'Etat se identifie avec le pouvoir de la classe; et l'autre se concentre sur les aspects conjoncturels, où le pouvoir exercé par voie de la structure de l'Etat peut détenir une certaine autonomie opérationnelle. A partir de cas concrets en France et au Brésil, l'intention est signaler que les études sur les politiques publiques de tourisme doivent contempler, au-delà de l'appareil de l'Etat, les chemins institués par des groupes qui exercent le pouvoir de facto dans l'Etat et, ainsi, clarifier les contenus des politiques, leurs répercussions et les relations de production qui sont par eux engendrées ou sauvegardées.

Mots-clés: tourisme, politiques publiques, pouvoir de l'Etat, pouvoir de classe, fond public, appareil de l'Etat.

Analytical perspectives to consider about the role of the state in tourism

Abstract: The present study suggests the need to consider two analytical perspectives in order to understand the socio-spatial dynamics promoted by the State in the field of tourism: one is general and points out that state power is integrated into class power, and the other focuses on a particular situation, in which the power exercised through the state structure may possess certain operational autonomy. From concrete cases analysed in France and Brazil, the aim is to emphasize that the findings concerning public tourism politics should not just encompass the state apparatus, but the paths established by groups who wield power in the state - and, therefore, clarify the content of policies, their impact and the relations of production engendered or safeguarded by them.

Key Words: tourism, public policy, state power, class power, public fund, State apparatus.

1. Considérations initiales

Lorsque Lefebvre (2008, p. 50) a montré que les espaces touristiques "auxquels se cherche à donner un air de liberté et de célébration" sont liés au travail productif et, dans ces lieux, "se reproduisent les relations de production", le philosophe nous a

montré l'importance du réseau d'interactions qui produisent le tourisme. Considérée comme une pratique sociale qui s'étend à partir de l'absorption des attributs socio-spatiaux en tant que valeurs d'échange ou qui permettent cette réalisation, sa dynamique est orientée dans le but d'optimiser les processus de production, de circulation et de

* Professeur et chercheur dans l'Université Fédérale d'Ouro Preto - Département de Tourisme. Ouro Preto, Minas Gerais, Brésil. Doctorat (en cours) en Géographie dans l'Université Fédérale du Paraná avec la période de recherche à l'Institut de Recherche et d'Études Supérieures du Tourisme - Université Paris I - Panthéon Sorbonne. E-mail: rodrigomartoni@gmail.com

** Professeur Dr. et chercheur dans l'Université Fédérale du Paraná - Département de Géographie. Curitiba, Paraná, Brésil. E-mail: marcos.ufpr@yahoo.com.br

consommation par des actions de conservation, de préservation, d'incitations, de restrictions, de structurations, de réglementations et de déréglementations. Ainsi, toute analyse concernant la production de l'espace touristique serait incomplète si ne tenait pas compte de l'élément qui vise à encourager et à donner de la légitimité à ce processus: l'Etat.

Nous partons du principe que ce n'est pas l'Etat qui fonde la société civile et l'organise par ses actions, mais, contrairement, c'est la société civile qui le forme. Cependant, deux points de vue analytiques doivent être considérés en ce qui concerne le rôle de l'Etat: l'un le contemple d'une façon plus généraliste et le comprend comme quelque chose qui ne fonctionne pas découpé des relations sociales de production, étant l'Etat une structure pour servir aux intérêts des groupes qui exercent la domination économique dans la société. L'autre se concentre sur les aspects conjoncturels où de différentes classes sociales vont chercher à dominer les institutions étatiques qui peuvent leur donner les moyens de contrôle, et, dans cette perspective, on peut "penser le 'pouvoir d'Etat' comme distinct du 'pouvoir de classe' et en relation conflictuelle avec lui" (CODATO et PERISSINOTO 2001, p. 17).

Une investigation sur le rôle de l'Etat dans le domaine du tourisme devrait partir d'une méthode considérant les relations dynamiques et contradictoires entreprises dans le mouvement social et de le situer comme résultat de cette interaction, ainsi que demander des éclaircissements relatifs aux relations sociales que les politiques publiques contribuent à construire et/ou à préserver. Sur la base de cet axe-référentiel, se prétend démontrer, dans la première partie de l'étude, les différences entre l'analyse généraliste et conjoncturelle, ainsi que mettre en évidence leurs inter-relations et les limites analytiques qui mettent l'accent sur l'un aspect ou l'autre. Dans la deuxième partie, nous soulignons que les différentes formes de l'Etat (libéral, du bien-être et néolibéral) sont liées aux directions du fond public, soit en augmentant "l'anti-valeur" et "l'anti-marchandise" (OLIVEIRA, 1998), soit en favorisant la production de valeur et de marchandises à partir de l'amoindrissement de l'Etat dans le domaine social. À cet égard, nous soulignons que les aménités qui pourraient être générées par l'Etat dans le processus d'accumulation sont étroitement liées aux possibilités d'avancement du capital qui imposerait ses restrictions. À partir de quelques exemples d'actions de l'Etat dans le domaine du tourisme, en considérant l'inter-relation des deux points de vue analytiques, ainsi que le rôle joué par l'Etat à travers les redirections du fond public, nous proposons un cadre qui oriente

les futures études sur les politiques publiques en matière de tourisme.

2. Différentes approches et les inter-relations dans les études concernant l'Etat et les politiques publiques

Dans sa recherche sur les politiques publiques, Klaus Frey (2000, p 216, 217) mentionne que les études sur les politiques doivent englober les dimensions suivantes, qui "sont étroitement liées et s'influencent les uns les autres": 1) la dimension institutionnelle (*polity*), qui comprend la structure politico-administrative, 2) la dimension des processus politiques (*politics*) à laquelle s'ajoutent les décisions sur les moyens et les fins des politiques, et 3) la dimension qui fait référence au contenu des politiques (*policy*) et exprime le profil d'un gouvernement par ses actions concrètes dans les divers domaines où l'Etat exerce ses activités. Face à ces éléments, Frey se réfère à l'approche de la "*Policy Analysis*" qui vise à étudier les problèmes concernant les actions de l'Etat sur les acteurs et les structures bureaucratiques impliquées dans la formulation, la structuration et la mise en œuvre des politiques. Les dimensions indiquées seraient celles à prendre en considération dans la recherche à propos de l'action publique, cependant, Frey note que ce ne serait pas suffisant pour une enquête approfondie, car la plupart des études "classiques sur les politiques publiques - basées sur des méthodes quantitatives - sont souvent obligées à se limiter à un petit nombre de variables explicatives».

Afin de vérifier les possibilités et les limitations des recherches qui comprennent les dimensions indiquées, Frey (2000, p. 215) reconnaît que "les particularités socio-économiques et politiques des sociétés en voie de développement ne peuvent pas être traitées comme de simples facteurs spécifiques de '*polity*' et '*politics*'", vu précisément les particularités socio-spatiales de chaque pays, et aussi, que "les conflits politiques et les relations de pouvoir laisseront toujours leurs marques sur les programmes et projets élaborés et mis en œuvre" (2000, p. 219). Toutefois, lors de la déclaration des lacunes, l'auteur place le néo-institutionnalisme comme courant théorique qui serait atteint pour compléter les résultats analytiques. Ce serait justifié, selon lui, par le fait que l'analyse politique traditionnelle donnerait une importance plus significative aux processus et des contenus des politiques, et moins aux questions institutionnelles. En faisant référence aux pays en développement, Frey (2000, p. 231) affirme que "si nous nous appliquons à l'analyse des systèmes politiques en transformation et avec des institutions non consolidées [...] on augmente

la tentation d'attribuer aux institutions 'stables ou fragiles' le fait primordial pour expliquer le succès ou l'échec des politiques adoptées".

Deux questions traitées par l'auteur doivent passer par une analyse critique: la première se rapporte au néo-institutionnalisme, une orientation théorique qui prédomine actuellement dans la science politique; et la seconde comprend les soi-disant institutions "non consolidées" des pays en développement, désignées par Frey comme "démocraties non consolidées". Le néo-institutionnalisme, en général, prend en charge l'analyse des institutions presque comme des organismes officiels autonomes pour créer et orienter les politiques publiques et, en même temps, déprécie les relations établies dans la dynamique actuelle des processus de production, de distribution et de consommation, c'est-à-dire, les relations sociales de production générées par les différentes classes sociales et leur capacité d'influencer ou de déterminer les actions de l'Etat. Au-delà de cet écart analytique, où le secondaire est considéré comme primaire, tel courant théorique ne comprend pas que dans la théorie marxiste de l'Etat les institutions ne laissent pas d'être considérées comme des éléments d'analyse des politiques, malgré son bon degré d'autonomie et sans négliger les différentes classes sociales. Codato et Perissinoto (2001, p.12), à partir de l'étude des œuvres historiques de Marx, éclaircissent la question:

[Marx] a une conception de l'Etat qui prend en compte sa dynamique institutionnelle interne sans, toutefois, sacrifier la perspective classiste. Ainsi, en introduisant dans ses analyses politiques les aspects institutionnels de l'appareil d'Etat capitaliste, Marx présentait une conception de l'Etat, en même temps plus sophistiquée que celle préconisée par la perspective "instrumentaliste" présente dans le travail de certains marxistes, comme, aussi, de certains critiques du marxisme, et moins formaliste que les interprétations "institutionnalistes".

L'analyse "instrumentaliste" serait celle qui met l'accent sur la puissance de la classe, où aucune distinction n'est faite entre le pouvoir de classe et le pouvoir de l'Etat. Comme l'a montré Marx et Engels (2007, p.89), "l'Etat est la forme par laquelle les individus d'une classe dirigeante font valoir leurs intérêts communs", étant les déterminations de cette classe l'axe d'orientation pour se comprendre les actions de l'Etat. Cependant, Marx reconnaît à la fois que les différentes institutions et leurs sous-divisions qui forment l'Etat ont un mouvement particularisé et seule la perspective "instrumentaliste" n'engloberait pas les éléments nécessaires à "comprendre sa configuration interne,

le niveau décisionnel et les rôles que les divers centres de pouvoir accomplissent [...]" (CODATO et PERISSINOTO, 2001, p.10,11). À partir de sa dialectique, Marx procède à un examen de l'Etat capitaliste dans ses relations et dynamiques contradictoires qui sont réalisées non seulement entre la société et l'Etat, mais aussi dans l'appareil d'Etat. On peut comprendre, alors, que la portée limitée des recherches sur les politiques, celles qui justifieraient l'investigation de Frey (2000) pour les différents éléments à considérer dans les actions de l'Etat, ont une faiblesse qui n'est pas liée uniquement aux dimensions impliquées, mais il s'agirait d'une lacune de base ou, en d'autres termes, épistémologique.

Il faut s'attarder un peu plus sur les possibilités et les limitations de l'approche institutionnelle. Comprise comme une institution constituée par beaucoup de querelles politiques, l'Etat est un moyen de faire valoir les intérêts des groupes qui assument le commandement, cependant, si ces groupes ont un pouvoir effectif pour obtenir ce qu'ils souhaitent, cela est une autre affaire. Quant à ce rapport, Codato et Perissinoto (2001) suggèrent que deux points de vue analytiques sur l'Etat doivent être pris en compte: le premier comprend l'Etat plus largement et l'entend, tel que mentionné, comme une institution qui n'agit pas indépendamment de la société qui le forme, étant disposé et dimensionné en fonction des souhaits de la classe dirigeante. Ainsi, même si l'Etat conquiert l'indépendance fonctionnelle, dénommé par Frey (2000) "Etat consolidé" ou "démocratie consolidée", il ne permet pas que telle institution soit déconnectée des intérêts qui reproduisent les relations sociales capitalistes: "de ce point de vue 'reproductif', l'Etat est la 'forme politique' de la société bourgeoise et le 'pouvoir de l'Etat' s'identifie pleinement avec le 'pouvoir de la classe'" (CODATO et PERISSINOTO, 2001, p.17).

Le second point de vue analytique se réfère à l'approche d'une conjoncture historique particulière et de l'espace, où il y a de la pertinence des possibilités qui peuvent être réalisées à partir des institutions et des ressources de l'Etat, ce qui explique des relations conflictuelles entre les groupes politiques contradictoires pour dominer ou chercher à dominer les parties de cette structure. Pour cette approche, "[...] l'Etat est beaucoup plus qu'un exercice de pouvoir par un gouvernement, et toutes les possibilités par lesquelles le pouvoir peut être exercé doivent y être incluses. Ainsi, la structure des institutions est importante (quoique pas indispensable)" (HARVEY, 2005, p. 90). C'est à partir de cette perspective que l'on se rend compte des diverses institutions comme moyens pour l'exercice du pouvoir et qui peuvent "admettre l'Etat d'une part, et la classe d'une autre, en tant

que des réalités autonomes et distinctes ; [où] il est possible de penser donc le 'pouvoir de l'Etat' distinct du 'pouvoir de la classe' et en relation conflictuelle avec lui" (CODATO et PERISSINOTO 2001, p. 17).

La distinction entre "pouvoir de l'Etat" et "l'appareil de l'Etat" est vérifiée dans les études politiques de Marx, selon Codato et Perissinoto (2001). "L'appareil d'Etat" fait référence aux institutions étatiques qui comprennent "le pouvoir judiciaire, le pouvoir exécutif du gouvernement, de l'administration et de la bureaucratie, le législatif, l'armée et la police, et ainsi de suite" (HARVEY, 2005, p.90). Dans ce contexte, il y a des fragmentations, telles que les différences entre les pouvoirs, les désaccords ministériels et d'autres institutions, enfin, le choc des relations des groupes qui composent la bureaucratie, soit horizontalement, soit verticalement. Le "pouvoir de l'Etat" est accompli grâce aux institutions qui peuvent donner le pouvoir de commandement à un groupe ou à une classe qui les assume directe ou indirectement, surtout pour les ressources qui détiennent et la domination sur les autres institutions. La différence essentielle dans la structure de l'Etat, c'est qu'il y aurait, d'une part, le pouvoir de contrôle exercé par la classe dominant économiquement dans la société et qui a besoin de cette institution pour réaliser ses plans d'action, et, d'autre part, il existerait la possibilité d'autres classes ou leurs fractions d'assumer les parties stratégiques de cette structure, en instituant des directions qui ne représentent pas nécessairement les intérêts de la première.

Il faut, toutefois, poser la question suivante lorsqu'on évoque l'Etat capitaliste, quelle que soit la forme qu'il ait acquis ces dernières décennies: si l'appareil étatique est un moyen d'exercer le pouvoir et il est essentiel pour la maintenance et l'expansion du système, quelle serait la limite d'action d'un groupe prenant les rênes de l'appareil d'Etat, mais qui ne représente pas la classe qui domine économiquement? Codato et Perissinoto (2001, p 18) soulignent que cette question est liée à la capacité d'un groupe politique: "la prédominance politique d'une classe (ou fraction de classe) dans une conjoncture historique spécifique passe, en grande partie, par sa capacité de contrôler ou d'influencer la partie de l'appareil de l'Etat concernant le pouvoir réel".

Cela suggère qu'il y a effectivement de l'opposition (relationnelle) entre la dimension institutionnelle et les classes, mais, même en considérant l'importance des études qui englobent le plan institutionnel, telle analyse n'est pas fondamentale, mais complémentaire. Cette question doit être soulignée, car une fois que le "système sociale et reproductif du capital" (Meszaros, 2007) dépend de l'Etat comme un pilier important de l'aide pour

garantir leur reproduction, l'absence de lien entre *la classe dirigeante et les orientations de l'Etat* est une possibilité réelle, mais conjoncturelle et datée, ou qui ne peut joindre que quelques institutions qui le composent dans une certaine période historique et géographiquement limitée. Les cas spécifiques dépendent d'enquêtes particulières, mais il est possible de citer, par exemple, les réformes fondamentales qui seraient mises en œuvre au Brésil par le gouverneur João Goulart au début des années 60, et qui ont été durement combattues par l'Armée Brésilienne orientée et protégée par les intérêts des Etats-Unis d'Amérique.

Dans ce cas, en une courte période, le pouvoir de l'Etat a contrarié le pouvoir de classe, et, alors, le gouvernement a été destitué par un coup d'Etat. Mészáros (2007, p. 129) montre ainsi, que la dimension «que les partis politiques ne peuvent pas suppléer est le capital, non comme commandement politique [...], mais comme régulateur du métabolisme social du processus de reproduction matérielle qui détermine fondamentalement non seulement la politique, mais aussi beaucoup d'autres domaines". Dans les analyses politiques de Marx, il est possible d'observer que les conflits entre les fractions de la bourgeoisie, de la classe ouvrière en général et des défenseurs de la monarchie (dans le cas de la France en 1848, par exemple) étaient entamés par la quête de la domination étatique qui tenait la possibilité de pouvoir réel, étant donné que, parmi ces combats (entre classes et fractions de classes), les groupes qui représentaient le mieux les intérêts du capital ont assumé les postes de commandement.

D'une part, la domination des institutions de l'Etat dans le contexte démocratique actuel qui pouvant donner pouvoir à la classe (ou fraction de classe) qui les atteint, peut se produire à partir du pouvoir de persuasion que cette classe exerce, faisant semblant d'avoir les mêmes intérêts de la société. D'autre part, nous devons accentuer que le pouvoir de pénétration du capital dans un groupe qui exerce le commandement dans les institutions publiques plus importantes est d'une importance stratégique pour assurer sa propre reproduction. Ce fait peut mettre des groupes politiques représentatifs des classes ouvrières dans une position d'aggravation face au capital après avoir pris le commandement de l'Etat, ou, au contraire, ils peuvent être absorbées par beaucoup de concessions visant à maintenir le métabolisme social réglementé par le capital. L'exemple du Parti des Travailleurs (PT) au Brésil est emblématique à cet égard.

En ce qui concerne cette dynamique déterminée par la rationalité économique en vigueur, il existe une distinction nette entre le domaine de la struc-

ture de l'Etat qui peut donner un commandement efficace, à savoir, le "pouvoir de l'Etat" et le "pouvoir gouvernemental", de sorte que "[...] une classe (ou fraction de classe) peut 'tenir les rênes de l'Etat' – nommément, le 'gouvernement' lui-même – sans, toutefois, se constituer en classe dominante (CODATO et PERISSINOTO, 2001, p.17). L'analyse politique devient équivoque lorsqu'on considère comme synonymes le "pouvoir de l'Etat" et le "pouvoir gouvernemental", en se rendant compte qu'un gouvernement peut 'tenir les rênes de l'Etat', sans, néanmoins, être dans son commandement, cela veut dire précisément que, dans ce cas, les institutions qui confèrent le pouvoir réel peuvent être, directe ou indirectement, sous l'autorité de la classe (ou fraction de la classe) qui exerce domaine économique dans la société. Il est important de souligner, alors, que les déclarations de Frey (2000) concernant les dimensions utilisées pour l'étude des actions de l'Etat, ne peuvent acquérir le pouvoir explicatif et au-delà des descriptions fonctionnelles, que si soutenues par une méthode ayant effectivement la possibilité de les mettre en relation avec l'ensemble social.

De même façon, bien que le point de vue analytique de "pouvoir de l'Etat" soit différent de celui qui contemple "l'appareil de l'Etat", les recherches sur le second qui ne font pas de corrélations nécessaires avec le premier, ne comprennent pas les relations sociales que cette structure dynamise. Autrement dit, la question essentielle est de vérifier, dans une perspective relationnelle, deux problèmes distincts: si, de sa part, *l'appareil de l'Etat* se particularise par les institutions qui le structurent et peuvent même agir contre la fonctionnalité du système capitaliste à un certain moment, de l'autre part, *le pouvoir de l'Etat* est lié aux relations "sociales qui sont principalement assurées par les 'politiques publiques' promues par l'Etat" (CODATO et PERISSINOTO, 2001, p.17).

3. La participation de l'Etat dans le tourisme: une référence pour les futures analyses

L'étude des politiques publiques du tourisme couvrent généralement les formes de l'Etat comme axe-référentiel de l'analyse et se concentrent sur le point de vue institutionnel. Pour cet aspect, la dimension de la structuration publique et ses actions seraient liées à l'Etat plus ou moins participant (Libéral, Etat du bien-être, Néolibéral). Si cette approche est pertinente à la structure de l'Etat dans un domaine donné, elle ne nous permet pas de dire que le pouvoir de l'Etat, même en périodes de grand engagement auprès des aspirations de la classe ouvrière, a laissé de protéger et de promouvoir les

relations sociales régies par le capital. L'élément central à souligner c'est que l'Etat capitaliste, organisé par une orientation libérale, de bien-être ou néolibérale, serait toujours actif pour assurer les processus d'extension du travail socialisé et l'appropriation privée de ses résultats, de sorte que tout mouvement politique qui remet cela en cause va à l'encontre du système capitaliste. Mais il faut souligner que la recherche de l'équité, compte tenu des limites opérationnelles pour cela, fait partie aussi des actions de l'Etat pour protéger les processus d'accumulation, qui peuvent être trouvés dans de différentes réalités socio-spatiales et/ou en périodes historiques spécifiques.

L'Etat tient son rôle à travers le fond public, lequel lui fournit la possibilité opérationnelle et, par conséquent, protège le capitalisme lui-même, une fois que ce fond est un "mix qui se forme dialectiquement et se représente par la même unité, se comprend par la même unité, le même mouvement, la raison de l'Etat, d'ordre socio-politique ou public, si vous voulez, et la raison des capitaux qui est privée" (OLIVEIRA, 1998, p. 53). L'utilisation du fond public change de direction en fonction des forces politiques qui conduisent l'Etat, étant liées aux intérêts des classes ou leurs fractions détenant le pouvoir réel de la machine publique. Par conséquent, il ne doit y avoir aucune confusion par rapport à la possibilité (limitée) d'autonomie du pouvoir exercé par certaines institutions de l'Etat, à travers lesquelles et dans certaines périodes délimités, il est possible de constater que certaines politiques ne correspondent pas aux intérêts de la classe dominante. Cela doit être souligné, car, bien que les politiques de l'Etat-providence ou de l'Etat du Bien-être aient une quantité considérable de l'influence du pouvoir politique des classes productrices, cette forme d'Etat n'a jamais rompu avec les relations sociales de production capitalistes, bien au contraire, le fond public redirigé aux dépenses sociales a assuré les cadres réglementaires du mode de production actuel dans une époque où il avait été durement interrogé par la société.

Mais trente ans après la Seconde Guerre mondiale, les politiques axées par des réaménagements étatiques comme le *New Deal* aux Etats-Unis et le Front Populaire français, ou même par la théorie Keynésienne, ont commencé à être ébranlées par l'expansion de l'internationalisation productive et financière qui apparaissent comme des solutions idéales à l'entretien et à la maximisation de la rentabilité. Une fois analysés les avantages comparatifs des différents espaces, ce qui comprend des allégements fiscaux, du travail pas cher, des lois flexibles, entre autres, la déterritorialisation de la production est devenue et devient un fait accompli. Selon Oliveira (1998, p. 26), cette in-

ternationalisation “en dépassant certain seuil [dissout] relativement la circulation nationale des processus de rétro-alimentation”, de sorte que l'Etat et la société dans son ensemble financient la production en même temps que n'en obtiennent pas de retour, en ce qui concerne les salaires et le fisc par rapport aux produits fabriqués par les filiales au-delà de leurs limites territoriales.

L'adoption de pratiques dites néolibérales entreprises par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, que certaines personnes comprennent comme le déclin de l'Etat, n'est rien de plus que la participation effective des institutions publiques dans la promotion de l'accumulation du capital au détriment des actions de l'Etat du bien-être. Mészáros (2007, p. 73) montre que, “[...] le rôle de l'Etat dans le système capitaliste contemporain est plus grand que jamais, et cela comprend les vingt-cinq ans après la Guerre, quand il y avait des développements keynésiens dans les pays capitalistes plus avancés”. Par conséquent, l'Etat néoliberal ne désigne pas, “selon le discours de la droite, une réduction de l'Etat dans tous les domaines, mais seulement dans ceux où l'institutionnalisation de l'altérité empêche la progression du type mal-infini du capital» (OLIVEIRA, 1998, p. 44).

L'Etat a toujours joué un rôle actif et la question de l'Etat minimal doit être liée aux réorientations de l'utilisation du fond public qui peut parfois contempler davantage des dépenses sociales, étant un Etat maximal pour le bien-être; et, parfois, englober la “raison du capital”, étant un Etat minimum pour des classes qui dépendent de l'aide et de l'assistance sociale. Tant d'une manière que de l'autre, l'Etat est le mainteneur des relations sociales actuelles. Toutefois, selon Oliveira, le fond public agirait comme une “anti-valeur” et, donc, un “anti-capital”, étant l'Etat, sous la forme de bien-être, un articulateur en faveur de l'intérêt général et non une structure axée exclusivement dans le processus de reproduction du capital. Également, selon l'auteur (1998, p. 40), cela serait possible, parce que le pouvoir que l'Etat peut donner aux acteurs politiques ne serait plus limité à la classe bourgeoise: “la sphère publique et la démocratie contemporaine affirment, de forme plus péremptoire qu'à tout autre moment dans l'histoire, l'existence de sujets politiques et la prévalence de leurs préoccupations sur la pure logique du marché et du capital”. En ce qui concerne ce point précis, il faut souligner deux désaccords:

1) Si, conformément Oliveira (1998, p. 37), “le développement de l'Etat-providence est précisément la révolution en termes de distribution et de consommation, du côté de la main-d'œuvre, et des conditions de circulation, du côté du capital” et l'Etat néolibéral se constitue soi-même comme

une “véritable régression, car ce que l'on a tenté est l'entretien du fond public en tant que condition exclusive pour le capital” (OLIVEIRA, 1998, p 44), il semble que la proposition présentée par l'auteur serait un retour aux politiques keynésiennes envisageant à imposer des limites à la production de la valeur-capital, ou même comme un moyen d'atténuer l'exploitation du travail régulé par le marché à travers les actions directes et indirectes de l'Etat. Mais, si l'Etat n'était pas un produit de relations sociales actuelles et pouvait effectivement agir indépendamment des trames reproductives du capital (en termes généraux et non conjoncturels), sa réorientation pourrait être désignée comme idéale, même si l'on tient compte des cadres réglementaires du capitalisme. Cependant, cet Etat n'existe que dans le plan hégélien idéal et non dans la pratique sociale quotidienne. Cela dit, il faut comprendre que l'effectuation des politiques sociales s'est développée au cours de l'expansion économique de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970, et ces actions sont liées à des moments de l'avancement du capital, mais ont été affaiblies ou n'ont pas pu être réalisées pendant les périodes de crise, une fois que le capital lui-même impose des barrières aux directions du fond public qui pouvaient le compromettre. Par conséquent, “[...] le keynésianisme est, par sa nature même, ‘conjoncturel’, [...] et il est compris dans la logique du ‘stop et d'avancement’ du capital, et de cette dynamique souffre des restrictions” (MÉSZÁROS, 2006, p. 26). Étant donné que, au lieu des crises cycliques le système du capital a commencé à faire face à une crise structurelle et ce fait compromet l'utilisation d'une partie considérable du fond public au bien-être, les mouvements sociaux et les classes ouvrières ont commencé à se confronter directement avec tel système sans l'intermédiation efficace de l'Etat “démocratique”, car les propres procédés de production ont été réorganisés pour faire face à ce qui se constituait une menace contre le capital, où la flexibilité de la production et du travail sont des exemples frappants. Dans cette large réorganisation géographique et socio-économique, où l'accumulation fordiste-tayloriste rigide a été remplacée par la flexible, et l'engagement des entreprises sur le territoire s'est effacé, la structure étatique a été reconfiguré pour donner de la légitimité aux changements qui ont affecté directement la classe ouvrière. Donc, si effectivement un pouvoir politique peut et doit avoir lieu en remettant en question le capital et la porosité politique de ses orientations, l'Etat tel qu'il est structuré, n'est pas la sphère, en général, qui va imposer des barrières efficaces à sa logique.

2) L'anti-valeur, également compris par Oliveira comme “anti-marchandise” qui se réalise à travers

les actions des institutions publiques dans des domaines spécifiques (tels que la santé, l'éducation et les loisirs), peut être remise en cause quand un secteur d'entreprises entend que, à partir de cela, il est possible de générer valeur-capital. Les processus de privatisation et de concessions sont emblématiques à cet égard et il est clair que l'Etat lui-même était soucieux de ne pas protéger les services essentiels au bien-être à partir du moment où il y avait des menaces contre le processus de reproduction du capital. Au nom de la compétitivité et de la qualité totale, l'anti-valeur a été redimensionnée en tant que valeur-capital, c'est-à-dire, elle a passé du domaine public au secteur privé. Ainsi, la "sphère publique et démocratique [lesquelles] affirmant l'existence de sujets politiques et la prévalence sur la pure-logique du marché" (OLIVEIRA, 1998, p.40) doit être relativisée, car l'on n'a pas vu, ces dernières années, une action de l'Etat pour alléger les processus d'exploitation du travail à partir de l'offre d'anti-marchandises, mais un mouvement inverse, où la logique du marché a prévalu et a été garanti par l'Etat et par une idéologie qui retire l'accent des problèmes sociaux réels et les situent chez les citoyens, comme s'ils étaient des créations autonomes par rapport à l'environnement dans lequel ils naissent et se développent. Même si Oliveira considère que l'Etat est un Etat de classes, il semble que l'auteur traite comme secondaire la relation entre la base économique et la superstructure adjacente, à savoir, il prévaut une analyse plus conjoncturelle (ou institutionnelle) que généralisée.

Telles considérations sont pertinentes parce que les recherches en matière de politiques publiques de tourisme ne peuvent pas manquer de considérer l'Etat et son format institutionnel, mais ils doivent démêler les chemins établis par des groupes qui détiennent le pouvoir dans l'Etat et, ainsi, clarifier les relations de production qui sont engendrées ou sauvegardées. Plusieurs exemples dans le domaine du tourisme peuvent nous aider à mettre en évidence une possible orientation d'analyse. Si nous contemplons l'institutionnalisation de l'organisation des loisirs et du tourisme en Allemagne, en Italie et au Brésil dans les années précédant la Seconde Guerre Mondiale, il serait possible de vérifier une large participation de l'Etat dans le but de fournir des moyens et des installations pour le plaisir de la classe ouvrière dans ses périodes de non-activité.

Les organismes de l'Etat comme "l'*Opera Nazionale Del Dopolavoro*" (Oeuvre Nationale du Temps Libre) en Italie, qui a servi de modèle pour la constitution de "Kraft durch Freude" (La Force Nationale par la Joie) en Allemagne, laquelle, à son tour, a inspiré la création du "Departamento de Imprensa e Propaganda-DIP" (Département

de la Presse et de la Propagande) et sa "Divisão de Turismo-DT" (Division du Tourisme) dans le gouvernement de Getúlio Dorneles Vargas après 1937 au Brésil, ce sont des exemples représentatifs d'une politique qui, si bien analysée du point de vue institutionnel, il y est possible de vérifier de fortes connotations sociales. Mais, de manière générale, ces organismes de l'Etat servaient comme institutions stratégiques pour coopter la classe ouvrière, l'entretien d'institutions qui donnaient du pouvoir aux gouvernements et, enfin, aux processus d'accumulation. Il est évident que, à l'époque, ces institutions n'ont pas été structurées pour dynamiser la circulation des capitaux à travers les services, en considérant que les relations plus complexes qui étaient en cours d'absorption des activités comme marchandises n'étaient pas l'objet de l'Etat à ce moment. Dans le domaine spécifique du tourisme, les politiques publiques menées par ces pays laissaient peu de place à la production de valeur-capital, précisément car l'anti-marchandise tourisme était devenue stratégique pour l'entretien du pouvoir.

Toutefois, la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale verra presque toutes les réalités socio-spatiales élargir les activités dans les limites du temps-libre comme un moyen de produire de la valeur-capital. En ce qui concerne l'organisation de l'Etat pour les questions liées au tourisme, on peut observer les différences substantielles entre les pays vu leurs spécificités. Néanmoins, même si l'appareil de l'Etat dans les pays centraux et périphériques a été organisé pour s'engager dans la planification du tourisme, beaucoup de ses institutions ont été progressivement renforcées afin de ne pas promouvoir l'anti-marchandise tourisme, au contraire, le tourisme comme marchandise. L'exercice du pouvoir par l'intermédiaire des institutions peut redéfinir les directions du fond public donnant des connotations différentes à l'Etat, cependant, celui-ci est couplé à la structure de société qui le forme et de cette structure souffre des restrictions, surtout si elle est assumée par des groupes représentatifs des classes laborieuses.

En France, le tourisme a été institutionnalisé par l'Etat en 1910 avec la création de l'Office National du Tourisme, qui faisait partie du ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. Cette institution a été modifiée à plusieurs reprises, comme indique Merlin (2008, p. 83): "Au plan politique, la responsabilité du tourisme incombe parfois à un secrétaire d'Etat, plus rarement à un ministre, chargé de ce secteur. Souvent, elle est rattachée à un ministère plus large, lui-même très variable". Indépendamment des plusieurs réformes institutionnelles, fut en juin 1936, avec le gouvernement du Front Populaire dirigé par le

socialiste Léon Blum, que la question des congés payés a été réglementée en France, en étendant un bénéfice qui incluait une minorité de travailleurs à l'époque. Tel positionnement de l'Etat en faveur de la classe productive a contré les employeurs qui avaient renversé les projets antérieurs à travers leurs représentants dans les institutions du pouvoir de l'Etat français. Il est possible de vérifier, en ce qui concerne la conjoncture du Front Populaire et la question des congés payés, un positionnement de l'Etat contraire aux intérêts immédiats des fractions de la classe dirigeante.

Parallèlement à cela, le tourisme se fait considérer par l'Etat comme une possibilité pour le temps libre de la classe ouvrière, et pour cela, on a nommé "un sous-secrétariat d'Etat aux loisirs, qui, dira A. Sauvy 'sembla quelque peu insolite aux esprits conservateurs'" (DURAND et al., 1994, p. 13). La politique du Front Populaire dans le domaine du tourisme s'inscrivait dans un vaste ensemble d'actions de protection sociale à travers le réaménagement du fond public comme un moyen de promotion plus équité dans les processus d'accumulation. Toutefois, ce n'est qu'après 1945 que le tourisme est devenu une possibilité d'utilisation du temps libre pour de nombreux travailleurs et des politiques publiques ont été effectuées dans le but de fournir sa base pratique. Sylvie Berodias (2012) signale qu'après la Seconde Guerre Mondiale, l'Etat a contribué "pour la construction de campings et de villages-vacances, pour l'aide aux départs des familles modestes, pour les chèques-vacances. Ce tourisme social sera porté et développé. Les entreprises, grâce à leurs comités d'entreprise¹, aident le départ de leurs ouvriers, employés et cadres, en prenant en charge une partie des frais et en créant leur propre structure d'accueil". Pendant ce temps-là, l'anti-valeur accordée par l'Etat sera progressivement absorbé comme valeur-capital avec la hausse du secteur tertiaire et, si l'âge soi-disant d'or du capitalisme a donné accès à la consommation de nombreux groupes de travailleurs à travers les actions étatiques, tel engagement commence à décliner lorsque les groupes d'entreprises vérifient les avantages à tirer envers les services touristiques: "en France, c'est surtout pendant l'après-guerre que se développe la réflexion sur les congés populaires [...]. Réflexion qui prend un tour plus économique que moral pendant les années de croissance" (THIESSE, 1995, p. 417).

Actuellement, la structure politico-administrative du tourisme définie par le gouvernement intègre le ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme. Par rapport à la période entre 1945 et 1980, il est possible d'observer une importante réorientation du fond public, avec l'engagement de l'Etat, pour la promotion de la

maximisation de la valeur-capital, où il existe explicitement une orientation vers les intérêts privés et une introduction de certaines aménités dans le processus d'accumulation élargie. En ce qui concerne la première, elle s'inscrit comme un exemple de concessions et de subventions de l'Etat aux grandes entreprises - une pratique qui peut être observée dans de nombreuses réalités socio-spatiales. Dans ce cas, il est emblématique la construction d'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée, en région parisienne, qui a compris un montant de subventions de l'Etat et de l'infrastructure publique pour sa viabilité et développement, lesquelles ne seraient pas justifiées si l'on considérait les contreparties du complexe de loisirs à la population. Il s'agissait d'une opération dans laquelle le fond public a eu une double fonction pour le profit du capital: il a renforcé une société étrangère sur le sol français et a servi de base pour l'expansion du capital à travers les nombreux emplois caractérisés comme précaires. À ce sujet, Alain Lipietz (1987, P.08) a affirmé, même avant l'exécution du projet: "l'opération Eurodisneyland n'a qu'une utilité privée évidente".

Quant aux aménités ou politiques qui sont mises en œuvre afin d'atténuer les conflits inhérents aux processus de reproduction du capital, l'Etat a encore quelques actions qui ne se caractérisent pas exactement comme des anti-marchandises ou anti-valeur, au contraire, elles vont stimuler le marché par l'accès de groupes de travailleurs aux installations touristiques et de loisirs. Un exemple, le "chèque-vacances", établi par loi en 1982 comme un moyen de "réduire les inégalités dans le domaine de la consommation touristique [...]" (DURAND et al., 1994, p.34). Les "chèques-vacances" fonctionnent comme une sorte d'épargne visant aux vacances des salariés réglementés, dont l'employeur participe avec un montant variant de 20% à 80% et la différence est payée par le salarié, pouvant avoir une complémentation du Comité d'Entreprise (MERLIN, 2008, p. 39). Comme signale Durand (et. al., 1994, p.33), il y a eu plusieurs discussions et des affrontements qui ont précédé son exécution, étant donné que les fractions de la classe dirigeante se sont positionnées contraires, dû à un possible coût pour l'employeur. D'un autre côté, cet avantage encouragerait la consommation de services touristiques et attirerait les entreprises qui pourraient se bénéficier de son institutionnalisation et son expansion. Avec le "chèque-vacances", en vigueur en France et géré actuellement par l'Agence Nationale pour les chèques-vacances, il est possible de vérifier un engagement de l'Etat à protéger les relations sociales de production à partir d'un bénéfice à la classe des travailleurs, bien que, comme indique Berodias (2012), "les gros comités

d'entreprises mis à mal par des mauvaises gestions, fassent plus que maintenir des structures internes pour leurs salariés. [Par ailleurs] les entreprises vendent le patrimoine de vacances et font le choix d'un reversement de prime à leurs employés².

Dans ce cas, les intérêts de la classe économique dominante ne divergent pas des directions de l'Etat dans le domaine du tourisme, qui pourrait être différent si, dans une situation hypothétique, l'Etat passait à produire anti-marchandises qui pourraient troubler la logique du profit ou même instituer des réglementations qui protégeraient la classe ouvrière de la précarité caractéristique de bon nombre d'emplois, notamment dans le domaine du tourisme. Ainsi, Berodias (2012) souligne que, "avec la crise et les fermetures de plus en plus nombreuses de centres de vacances à caractère social font qu'aujourd'hui le tourisme social en France va très mal"³. Importantes destinations touristiques qui se distinguent grâce aux flux saisonniers (stations de ski, stations thermales, villes côtières) sont opérationnalisées par des emplois temporaires, qui impliquent les bas salaires, les heures supplémentaires non rémunérées et l'insécurité propre au Contrat à Durée Déterminé (CDD). Cela se montre une contradiction de la rationalité du capital: d'une part, le flux de touristes croît et avec eux le nombre d'emplois, mais de l'autre, la compétitivité du marché exige que les employeurs utilisent la marchandise "force de travail" pour valoriser leur capital, ne limitant pas leur consommation.

Sylvie Berodias signale "que l'Etat contribue à la précarité de l'emploi, car il ne prend que peu en compte la réalité du travail saisonnier"⁴. Des institutions de l'Etat ont présenté au cours des dernières années, plusieurs rapports sur l'emploi dans les espaces où le tourisme est saisonnier. Des documents nationaux comme "Le rapport Gaynard sur la pluriactivité" (1994); "Le rapport Anicet Le Pors sur les saisonniers" (1999) ; "Le rapport Simon sur le logement" (2005); "Le rapport Vanson sur les emplois en montagne" (2011); et plusieurs d'autres études produites, soulignent soit la réalité, soit les possibles solutions, toutefois, "depuis plus de 25 ans, concrètement, il n'en ressort réellement rien pour l'amélioration de la vie et des conditions de travail des saisonniers, alors qu'en 25 ans le nombre de saisonniers a augmenté" (BERODIAS, 2012)⁵. Il est possible de vérifier alors que, quelques institutions qui intègrent l'Etat cherchent à prendre des mesures pour lutter contre telle situation, mais, les groupes qui détiennent le pouvoir dans l'Etat ne les soutiennent pas en termes opérationnels: les rapports publiés sont, donc, uniquement un moyen de l'Etat faire croire que les intérêts de la classe des travailleurs sont leurs idéaux, quand,

en fait, l'Etat cherche à optimiser, de plus en plus, la maximisation de la valeur-capital.

Néanmoins, si les contours de l'Etat du bien-être en France ont été affaiblis ou se sont dissipés par rapport à d'autres périodes de l'histoire française, relativement à d'autres pays, comme le Brésil, ils continuent à exister. Cette affirmation est pertinente, parce qu'il est possible de vérifier une préoccupation de certains groupes représentatifs de la classe ouvrière du tourisme avec la fortification politique de la catégorie, ce qui est essentiel pour interroger l'Etat et revendiquer des actions qui ne mettent pas l'accent seulement sur le capital. Il est évident que la prétention de cette déclaration n'est pas d'effectuer un examen d'affrontement entre les réalités socio-spatiales complètement différentes, mais souligner que les analyses concernant l'"appareil de l'Etat" ne sont pas suffisantes. Il faut les combiner avec les classes qui dominent le «pouvoir de l'Etat» et, également, avec le pouvoir de contestation de certains groupes sociaux et leurs impacts au sein de l'Etat. Si, au Brésil, il est possible de vérifier une structure étatique dans le domaine du tourisme ainsi qu'en France et que, dans les deux pays, le pouvoir de l'Etat opère pour protéger et approfondir les relations de production capitalistes, on peut noter que dans ce dernier, il y a des mouvements politiques qui revendentiquent certaines aménités dans le processus d'accumulation. Il faut souligner, cependant, la faible résonance de ces organisations aux directions des actions étatiques.

Au Brésil, l'accent sur la dynamisation du capital allié à la désorganisation politique des groupes de travailleurs dans le secteur du tourisme permet que plusieurs politiques qui n'ont rien de publiques soient opérationnalisées. Il s'agit de la porosité politique au capital qui s'élargit sans contestation et peut être vérifié historiquement dans les actions de l'Etat. Un exemple qui se rapproche des "chèques-vacances" en France, mais d'une façon opposée, est l'implémentation du "Brazil Air Pass" en 1979 par l'"Empresa Brasileira de Turismo" - Embratur (Entreprise Brésilienne du Tourisme - qui a été restructuré en 2003 comme organisme gouvernemental lié au ministère du tourisme et responsable pour la commercialisation du pays à l'étranger). Il s'agissait d'un billet permettant au touriste étranger de voyager pendant 21 jours sans limite de kilométrage pour les vols à l'intérieur du pays et, également, un programme de financement de voyages spécifique pour les touristes étrangers ayant des intérêts subventionnés par l'Etat. Les mesures destinées à soutenir les flux internationaux au détriment du tourisme intérieur ont commencé en 1966 avec l'Embratur et ne se sont pas concentrées sur les touristes, mais surtout

sur l'implémentation des projets touristiques destinés à un public de pouvoir d'achat élevé, grâce à des subventions, des allégements fiscaux et à la création d'infrastructures par l'Etat, tel que le "Programa para o Desenvolvimento do Turismo no Nordeste/Prodetur-NE" (Programme pour le Développement du Tourisme dans le Nord-Est), lequel a annihilé les logiques guidées par une organisation mercantile plus simple en faveur des relations capitalistes imposées visant à moderniser et développer le tourisme, dont l'emploi précaire fait partie.

Mais existerait-il une action entreprise par l'Etat dans le tourisme où il serait possible d'affirmer le "pouvoir de l'Etat" divergent, au moins en partie, du pouvoir de classe au Brésil? Des vérifications spécifiques doivent être effectuées au niveau municipal, étatique et fédéral, mais dans ce dernier, nous n'avons pas trouvé de représentants politiques qui avaient vraiment réussi à assumer des institutions contrôlées par la classe dirigeante ou leurs fractions, tel que le Ministère du Tourisme créé par le gouvernement Lula en 2003⁶. Les ressources budgétaires allouées aux actions de l'Etat ainsi que les amendements du Parlement servent d'exemple. En 2011, la proposition de l'Exécutif au budget du Ministère du Tourisme était de 800 millions de reais lors de sa présentation au Congrès National. Avec les modifications, le montant a atteint 3,6 milliards de reais, tandis qu'en 2013, le tourisme recevra R\$ 5,3 milliards issus seulement d'amendements parlementaires.

Les amendements fonctionnent comme une sorte de "soupe de sécurité" entre l'exécutif et le législatif, de sorte que l'exécutif élargit les possibilités de soutien politique avec la libération des amendements et, en même temps, concède aux parlementaires la structure de l'exécutif pour qu'ils contrôlent ou influencent le fragment institutionnel où se trouve la possibilité d'exercer le pouvoir réel. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'une des actions de ce ministère: la promotion d'événements générateurs des flux touristiques. Par comparaison, si en 2010, 962 millions de reais en amendements individuels des parlementaires ont été destinés pour le secteur de la santé, un peu moins de ce montant, 679,5 millions de reais, ont été adressé à la réalisation des fêtes et des spectacles dans ses enclos électoraux. Il s'agit de la destination de fonds publics à fins clientélistes, arrangement de la réalité brésilienne comprenant l'échange d'un soutien politique contre des festivités dans une région particulière qui, non rarement, sont effectuées par une organisation de la société civile d'intérêt public (OSCIP) contrôlée indirectement par le parlementaire.

Tels exemples signalent un axe-référentiel pour l'analyse des politiques, en démontrant qu'il y a une corrélation entre les infrastructures publiques ou la machine de l'Etat et les classes qui représentent les intérêts directs et indirects du capital, ainsi comme il peut avoir des différences entre les acheminements de l'Etat et le pouvoir de la classe qui exerce domination économique dans la société. Alors, si conjoncturellement l'appareil de l'Etat ou certains de ses fragments peuvent être structurés et opérationnalisés contre les intérêts du capital, en termes généraux l'Etat est une structure protectrice, ce qui est très avantageux pour les groupes qui le représentent.

4. Dernières réflexions

Les études sur les politiques publiques qui comprennent l'approche institutionnelle et les contenus des politiques perdent la puissance explicative si déconnectées de l'approche généraliste. Ainsi, on peut vérifier que les configurations de l'Etat subissent des transformations brusques liées aux mouvements d'avancement et de recul du capital, et, actuellement, il y a un engagement pour la productivité flexible, mais non pour les groupes desquels ce processus dépend. La plus grande contradiction du capitalisme qui se traduit par la production socialisée et l'appropriation privée de ses résultats, continue de générer d'autres et de nouvelles contradictions socio-spatiales, comme c'est le cas des emplois précaires dans les lieux les plus sophistiqués du tourisme mondial.

Il ne s'agit pas d'une analyse déterministe effectuée par des études guidées par la Dialectique du Matérialisme Historique, au contraire, ces explications servent à démontrer le déterminisme du capital lui-même dans la structure de l'Etat et devant ceux qui le représentent, selon Mészáros (2007, p. 74): "tous les capitalistes devraient se soumettre aux objectifs obligatoires émanant de la logique immuable de l'expansion du capital. S'ils ne le font pas, ils seront expulsés [étant] non viables comme personnel de commandement". C'est dans cette logique que s'inscrit la maximisation de l'exploitation du travail et des liens restreints avec l'espace, ainsi que le domaine de l'Etat pour certaines entreprises qui guident les fonds publics uniquement à fins privées.

Le commandement politique qui peut et doit questionner cette dynamique doit être renforcé, bien que le plus grand combat ne se donne pas contre les orientations de l'Etat, mais contre le système social-reproducteur proprement dit du capital. La tentative de changement dans l'Etat, sans qu'il y ait des ruptures effectives

avec cette logique social-reproductrice, mène les forces politiques engagées avec les mouvements sociaux lors de l'arrivée au commandement des institutions étatiques stratégiques, à une gamme limitée d'action. Par conséquent, le succès ou l'échec des politiques dans le domaine du tourisme pour le bien-être social n'est pas lié à l'appareil institutionnel accompli au cours des années, mais au pouvoir que l'Etat peut donner à la classe (ou fraction de classe) qui domine certains de ses fragments stratégiques. Les recherches sur certaines circonstances conjoncturelles peuvent soulever des questions qui éclaircissent les conflits qui sont produits dans la structure de l'Etat contre les ordonnances du capital, mais, au niveau général, on peut vérifier un considérable engagement politico-administratif en faveur des mouvements qui visent à augmenter leur niveau d'accumulation, dans une période où les théories keynésiennes trouvent de moins en moins du terrain pratique à se matérialiser.

Références

- Berodias, Sylvie. *Les saisonniers et le rôle de l'Etat dans le tourisme*. Aubagne, France. 30 Nov. 2012. Entretien accordée à Rodrigo Meira Martoni.
- Codato, Adriano Nervo; PERISSINOTTO, Renato Monseff. *O Estado como instituição: uma leitura das obras históricas de Marx*. Crítica Marxista, Campinas, nº13, p. 09-28, out. 2001.
- Durand, Huguette; GOUIRAND, Pierre; SPINDLER, Jacques. *Economie et politique du tourisme*. Paris: LGDJ, 1994.
- Frey, Claus. *Políticas Públicas: um debate conceitual e reflexões referentes à prática da análise de políticas públicas no Brasil*. Planejamento e Políticas Públicas, Brasília, v.21, p.211-259, jun. 2000.
- Harvey, David. *A produção capitalista do espaço*. 2.ed. São Paulo: Annablume, 2005 (Coleção Geografia e Adjacências).
- Lefebvre, Henri. *Espaço e política* (tradução de Margarida Maria de Andrade e Sérgio Martins). Belo Horizonte: Ed UFMG, 2008.
- Lipietz, Alain. *Eurodisneyland: un projet sans intérêt public?* Études foncières, nº34, mar 1987. Disponível em: <http://lipietz.net/spip.php?article617>. Acesso em 29 de dezembro de. 2012.
- Merlin, Pierre. *Tourisme et aménagement touristique: des objectifs inconciliables?* Paris: La documentation Française, 2008.
- Marx, Karl; ENGELS, Friedrich. *A Ideologia Alemã: crítica da novíssima filosofia alemã...* Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2007.
- Mészáros, István. *Para além do capital*. Tradução de Paulo Cezar Castanheira e Sérgio Lessa. São Paulo: Boitempo, 2006.
- _____. *O desafio e o fardo do tempo histórico: o socialismo no século XXI*. Tradução de Ana Cotrim e Vera Cotrim. São Paulo: Boitempo, 2007.
- Oliveira, Francisco de. *Os direitos do anti-valor: a economia política de hegemonia imperfeita*. Petrópolis, RJ: Vozes, 1998.
- Thiesse, Anne-Marie. *Organization des loisirs des travailleurs et temps dérobés (1880-1930)*. In: CORBIN, Alain (org.) *L'avènement des loisirs: 1850-1960*. Paris: Aubier, 1995. p. 396-423.

Notes

- ¹ Organisation obligatoire en France pour les entreprises de plus de 50 salariés, qui doivent prendre en charge certaines missions de soutien économique, social et culturel pour leurs employés.
- ² Entretien accordée à Rodrigo Meira Martoni.
- ³ Entretien accordée à Rodrigo Meira Martoni.
- ⁴ Entretien accordée à Rodrigo Meira Martoni.
- ⁵ Entretien accordée à Rodrigo Meira Martoni.
- ⁶ Jusqu'à cette année, les politiques fédérales du tourisme étaient sous la responsabilité de l'Institut brésilien du Tourisme – EMBRATUR,. Il faut souligner qu'il s'agit d'un ministère qui n'a pas de priorité dans le transfert de fonds par l'exécutif. En ce qui concerne les écarts et les utilisations de la structure publique de tourisme au Brésil, voir: "Antipolítica de Turismo", disponible en: www.gazetadopovo.com.br/opiniao/conteudo.phtml?id=1169356; et "Ufanismo, sandice e galhofa são atributos das políticas públicas de turismo no Brasil", disponível en: www.partes.com.br/turismo/santosfilho/ufanismo.asp

Recibido: 03/07/2013
Reenviado: 18/03/2014
Aceptado: 21/03/2014
Sometido a evaluación por pares anónimos